

---

## Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle

Yves Chevrier

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18038>

ISSN : 2431-8698

### Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 184-186

ISSN : 0398-2025

### Référence électronique

Yves Chevrier, « Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2007, mis en ligne le 15 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/18038>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Société, pouvoirs et processus politiques dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle

Yves Chevrier

---

Yves Chevrier, *directeur d'études*

## De l'Empire à l'après-révolution : institutionnalisation de la politique et genèse de l'État-nation dans la Chine contemporaine

- 1 LE travail de l'année a consisté à analyser la manière dont est pensée la forme-nation de l'État chinois à la fin de l'empire (années 1890-1900), lorsque les conceptions anciennes relatives à la « forme de l'État » (*guoti*) et aux « affaires politiques » (*zheng shi*) sont sujettes à révision. Les courants dominants de l'historiographie ont en général fait des nouveaux concepts politiques le produit d'une occidentalisation importée et superficielle, démentie et minée en profondeur par la rémanence de la pensée et des pratiques traditionnelles. Notre hypothèse est que le contexte sino-occidental, souvent médiatisé par un contexte sino-japonais omniprésent, remanie sans l'interrompre ni la briser l'histoire du politique à la fin de l'empire. L'institutionnalisation de la nation et la refonte des conceptions de la souveraineté s'inscrivent autant dans la perspective ancienne et locale de ce que Philip Kuhn nomme le « programme constitutionnel », en germe dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, que dans celle du nouveau contexte international. À vrai dire, les deux contextes ne se différencient pas dans l'élaboration des nouveaux concepts politiques. Le « traçage » culturel et la définition identitaire de leurs composantes sont des opérations philologiques nécessaires à la compréhension historique, mais l'intentionnalité qu'ils expriment et les relations qui sont tissées entre

eux par les penseurs et les acteurs du politique comptent bien davantage pour l'intelligence de l'espace qu'ils structurent.

- 2 Nous en avons fait la démonstration en analysant les concepts de la religion et de l'État chez Kang Youwei et ceux de l'autonomie (*duli*) et de la pensée (*sixiang*) chez Liang Qichao. Cet espace peut ainsi être appréhendé dans sa nouveauté en tant qu'il est un composé social, sans que la question du caractère inédit ou traditionnel de ses composantes préempte celle de l'historicité du politique. La question de la culture et de l'identité culturelle apparaît moins comme un donné invariable ou comme une clé de l'analyse que comme le résultat, éminemment circonstanciel, des formes variées que revêtent les théories sur la refonte de l'État et l'engagement collectif des sujets.
- 3 Ainsi, les républicains qui se réclament de la « quintessence nationale » (*guocui*) n'apparaissent pas comme déchirés (par leur nationalisme) entre un radicalisme révolutionnaire et un conservatisme culturel, victimes d'une contradiction entre l'identité et la modernité qui, selon l'historiographie dominante, devait conduire les intellectuels chinois du début du XX<sup>e</sup> siècle à rejeter la tradition. Ils procèdent eux-mêmes et à l'instar des autres penseurs majeurs de la période à une relecture de la tradition qui lie les critères de la conservation et du rejet à un choix politique. Le leur n'est en rien gêné ou amoindri par leur culturalisme. Il structure avec force le pôle révolutionnaire du nouvel espace conceptuel et montre que l'invocation ou la remise en cause de l'héritage, quelle qu'en soit la proportion, appartiennent à un processus d'« invention de la tradition » dont la clé est politique.
- 4 L'effondrement des institutions républicaines après 1912 disloque le champ des pouvoirs et réorganise l'espace conceptuel autour de processus de subjectivation qui consacrent la marginalisation de la politique instituée : la fermeture des perspectives de l'institutionnalisation discrédite les recompositions culturelles qui lui étaient liées. Le rejet « iconoclaste » de l'héritage qui prend forme à partir de 1915-1919 parmi l'élite intellectuelle et la jeunesse des écoles est une réponse politique à une crise politique plutôt que la réaction à une tradition indélogeable et étouffante, comme le disent les iconoclastes et les historiens. Dans les faits (longtemps oubliés), la tradition, l'État et la politique avaient changé de forme au cours des vingt années précédentes.
- 5 Notre approche, qui cerne ce premier changement moderne à partir de ses nœuds conceptuels, ne les isole pas du champ des pouvoirs et des pratiques dans un espace abstrait des idées relevant d'une histoire intellectuelle. Cette histoire s'est quelque peu essoufflée au bénéfice d'une histoire culturelle qui a gagné en proximité avec le social en même temps qu'elle perdait de vue les problématiques conceptuelles. Retrouver ces points nodaux c'est éclairer les actuels débats chinois sur les Lumières et l'institution moderne de l'État avant la rupture fatidique de 1915-1919 et la révolution communiste ; c'est en même temps restituer l'évidence d'un moment politique longtemps oublié : c'est donc retrouver, à côté des ruptures politico-culturelles et des dictatures qui ont dominé le XX<sup>e</sup> siècle chinois, une histoire de la démocratie qui ne condamne pas la Chine à l'alternative de l'autorité monarchique traditionnelle et du chaos dans laquelle l'enferment les conceptions culturalistes de sa contemporanéité.

---

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Histoire et civilisations de l'Asie